



Communiqué

Impérialistes, bas les pattes du Venezuela

Le président de l'assemblée nationale vénézuélienne, J Guaido, s'est autoproclamé président par intérim de la république, en lieu et place du président élu, Maduro. Cette proclamation a été faite lors d'une manifestation de l'opposition au régime vénézuélien, le 23 janvier.

Cette tentative de coup d'Etat a été visiblement préparée avec l'appui de l'impérialisme US : Trump et plusieurs de ses ministres ont immédiatement « reconnu » Guaido et se sont félicités de ce changement politique. Ils ont été suivis par plusieurs gouvernements de pays d'Amérique latine, par le Canada. Les gouvernements français, espagnols, allemands, et l'UE, qui ont considéré la réélection de Maduro, en mai dernier, comme « illégitime » exigent maintenant de nouvelles élections, ce qui revient à cautionner le coup d'Etat. Macron s'est permis de « saluer le courage de centaines de milliers de Vénézuéliens qui marchent pour leur liberté ».

Nous condamnons sans équivoque cette nouvelle ingérence des Etats impérialistes, notamment celle de l'impérialisme US, de l'impérialisme français... qui soutiennent la droite et la réaction au Venezuela pour renverser un régime qui ne leur convient pas.

Nous condamnons la prétention du gouvernement français à vouloir imposer aux travailleurs et au peuple du Venezuela une « solution » politique qui ne servira que les intérêts des monopoles qui veulent mettre la main sur les richesses de ce pays.

Nous dénonçons toute intervention militaire des puissances impérialistes.

Maduro et son gouvernement ne se sont pas démis. Ils ont reçu pour le moment le soutien de la haute hiérarchie militaire, qui n'a pas reconnu le président autoproclamé. Mais elle appuie « les efforts des gouvernements qui veulent favoriser une solution constitutionnelle ». Autrement dit, elle qui était un des principaux piliers du régime, se positionne en « arbitre » pour protéger ses intérêts économiques et politiques. La droite, majoritaire au parlement, a d'ailleurs déjà voté une loi « d'amnistie » pour les responsables militaires et civils qui lâcheraient le régime actuel.

La droite vénézuélienne, divisée, met ses espoirs dans Guaido, un jeune politicien, pratiquement inconnu, qui, de ce fait, n'a pas l'image du dirigeant corrompu, issu des couches aisées, qui ne cherche qu'à restaurer leur pouvoir et leurs privilèges. Elle pense que son heure est venue de revenir aux affaires, avec l'appui des puissances impérialistes occidentales et celui des gouvernements réactionnaires des autres pays d'Amérique latine.

Maduro a perdu le soutien des larges masses populaires qui vivent dans des conditions de plus en plus difficiles, liées aux pénuries des produits de première nécessité, à une inflation galopante et à la montée des violences dans les quartiers. Elles ne voient aucun avenir et aucune solution à leurs problèmes dans la poursuite de la politique du gouvernement qui leur fait payer le poids de la profonde crise économique. Les centaines de milliers de Vénézuéliens qui ont quitté le pays, ne sont pas, loin s'en faut, que des « nantis » des couches aisées ou moyennes de la société. La faim, la misère, frappent de larges secteurs des couches populaires, dans un pays qui a pourtant de nombreuses richesses et où la corruption des cercles dirigeants a pris de grandes proportions.

C'est pourquoi, les travailleurs, les jeunes, le peuple du Venezuela ne peuvent pas compter sur ce régime pour défendre leurs intérêts, mais prendre leur sort en mains, lutter contre l'ingérence impérialiste et la réaction, renforcer les organisations révolutionnaires.

Nous sommes solidaires de leur combat, notamment avec celui que mènent nos camarades du Parti Communiste Marxiste Léniniste du Venezuela.

Paris, 26 janvier 2019

Parti Communiste des Ouvriers de France
www.pcof.net - courriel : pcof@pcof.net